

*Prolifération des armes nucléaires*

Je fais cette parenthèse—je crois qu'elle est utile—afin de démontrer tout simplement comment l'on pourrait changer totalement dans ce domaine-là, et ce serait peut-être même un moyen de combattre l'inflation, de couper toutes ces dépenses que nous faisons dans le domaine de la Défense nationale. Mais pour revenir au sujet même de mon discours, alors non seulement le gouvernement est-il à blâmer pour procurer cette assistance dite nucléaire, mais on doit absolument faire changer cette politique-là. Nous devons donner l'exemple et nous ne devons pas profiter d'occasions quelconques pour encourager et, particulièrement, monsieur le président, n'est-ce pas fort illogique d'accorder une telle assistance dans un pays, où près du tiers de la population a de la difficulté à se nourrir, et où des milliers et des milliers de personnes meurent littéralement de faim chaque jours?

Quand on entend le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) s'époumoner à nous expliquer qu'on a des surplus de production alimentaire, de lait, de poudre de lait, qu'on est incapable d'organiser d'une façon systématique de l'aide au point de vue alimentaire dans des pays où on crève de faim, mais lorsqu'il s'agit de leur aider dans un domaine comme celui-là, dans un domaine dangereux qui n'amène rien et qui aboutit, on le sait à l'avance, qui aboutit à sa destruction, et que là on est prêt à accorder de l'aide, il y a, monsieur le président, un illogisme flagrant et que l'on doit absolument dénoncer avec véhémence. Cette menace pour l'humanité est bel et bien un fait.

Et on lisait encore dans les journaux la semaine dernière comment il pouvait même être possible que ce soient les expériences nucléaires américaines faites dans le Nevada qui aient provoqué les tremblements de terre au Guatemala. Monsieur le président, je n'affirme pas que c'est cela qui se soit produit, mais en fait il y a certaines hypothèses en ce sens-là.

On sait bien que ce n'est certainement pas notre rôle d'agir de façon telle que nous puissions encourager qui que ce soit en ce domaine. Alors, c'est la raison pour laquelle, monsieur le président, nous sommes totalement en faveur de cette motion. Nous espérons que le gouvernement prendra pour acquit la nécessité de changer sa politique à ce sujet-là afin que le Canada puisse conserver son rôle et sa réputation d'être un pays pacificateur et non pas un pays qui peut favoriser, ne fut-ce qu'indirectement, des choses qui peuvent tout simplement provoquer des chicanes dans le monde entier.

Monsieur le président, j'espère que le gouvernement prendra bonne note des remarques que nous faisons, et j'espère que la Chambre votera comme il se doit pour bien manifester que le Canada est un pays pacifique, qui ne veut pas la destruction de l'humanité.

● (1600)

[Traduction]

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je voudrais profiter de l'occasion que m'offre cette motion pour dire quelques mots de la politique canadienne en matière de vente de techniques nucléaires à l'étranger et pour souligner l'adhésion du gouvernement à la cause de la non-prolifération des armes nucléaires. Les députés l'ont bien dit: la prolifération nucléaire est un danger pour le monde entier. C'est un vaste problème politique qui découle du passage de la technologie nucléaire d'un pays à un autre, et aussi de l'augmentation des stocks dans les arsenaux des grandes puissances mondiales. Il me semble toutefois que les députés ont une vue trop superficielle du rôle que joue le

Canada dans ce domaine, en particulier des raisons qui le poussent, dans certains cas, à transmettre sa technologie nucléaire à d'autres pays pour se conformer aux termes de traités passés avec eux.

Le sujet est vaste. J'en traiterai les aspects suivants: Premièrement, pourquoi vendons-nous notre technologie, notre matériel, notre équipement nucléaire; deuxièmement, quel effet le moratoire préconisé par tous les orateurs précédents aurait-il sur la scène mondiale et nationale; troisièmement, le régime de garanties, quelle est son utilité, quelles sont ses limites; quatrièmement, quel rôle le Canada joue-t-il dans le Club de Londres et quelles ont été les conclusions récentes du groupe des pays fournisseurs, dont a parlé le député de Nanaimo-Cowichan-Les Îles (M. Douglas); enfin, le cas particulier de l'Inde.

En tant que pays et signataire du traité de non-prolifération, nous nous sommes engagés à vendre à d'autres pays notre technologie nucléaire à des fins pacifiques. Nous savons tous qu'à l'heure actuelle et dans le monde entier, l'énergie nucléaire est la meilleure solution de rechange à l'énergie hydro-électrique et aux combustibles fossiles. Nous savons également qu'un certain nombre de pays en voie de développement et des pays développés en ont besoin pour poursuivre leur développement économique et social. Jusqu'à maintenant, dans ce débat, personne n'a signalé que les pays en voie de développement réclamaient l'accès à la technologie nucléaire. La plupart d'entre eux ont adhéré au traité de non-prolifération. Ils disent: «Nous avons accepté ces obligations, mais les pays développés et industrialisés du monde n'ont pas assumé leur responsabilité et ne nous ont pas permis l'accès à la technologie nucléaire.» Certains pays en voie de développement ont besoin de toute urgence de cette source de force motrice, pas tous, mais certains.

En parlant de notre association avec des pays comme l'Inde, le Pakistan, la république de Corée et l'Argentine, le député de Nanaimo-Cowichan-Les Îles a oublié de souligner que tous ces pays sont en voie de développement, qui ont besoin de toute urgence de sources supplémentaires de force motrice pour assurer leur croissance et pour améliorer un peu leur niveau de vie. Pas un mot sur cet aspect de la question. Tous les orateurs de l'autre côté de la Chambre l'ont complètement laissé de côté. Le premier ministre (M. Trudeau) a été clair dans le discours qu'il a prononcé devant les membres de l'Association nucléaire réunis à Ottawa le 17 juin 1975:

Il serait de toute façon déraisonnable de refuser aux pays en voie de développement les techniques les plus modernes pour les aider à améliorer leur niveau de vie. Dans un monde qui s'inquiète de plus en plus de l'épuisement des réserves de combustibles fossiles, des disettes de vivres et de la lutte contre la maladie, il serait toutefois irréfléchi de leur refuser les avantages de l'ère nucléaire: les réacteurs nucléaires, les isotopes agricoles, les installations de traitement au cobalt.

Nous avons cette technologie avancée au Canada. C'est une des gloires de l'industrie canadienne et elle a des applications dans tous les pays du monde. Il y a des députés qui disent cet après-midi: «Arrêtez cela. Cessez de livrer cette technologie. Gardez-la pour les Canadiens, car nous ne voulons pas faire comme les autres pays et prendre des risques». De toute évidence, nous en prenons. Ils disent: «Nous préférons abandonner la partie plutôt que de faire face au dilemme auquel donne lieu notre politique: comment partager notre technologie avec le reste du monde et, en même temps, éviter la prolifération des armes nucléaires?» Car tel est le dilemme.

Le député a dit que c'était une question de morale. Mais il ne tient pas compte du problème moral que nous, en tant que nation riche et développée, nous aurons à résoudre si